



BANQUE MONDIALE

Enquête de diagnostic de la gouvernance dans les secteurs des transports, du bâtiment et des travaux publics (BTP) et de la passation des marchés publics en Mauritanie.

Réf : EDG08.T022

RAPPORT FINAL

mai 2009

L'enquête de diagnostic de la gouvernance en Mauritanie vise à mesurer et cartographier les zones de vulnérabilité dans les secteurs des transports, du bâtiment et des travaux publics (BTP) et de la passation des marchés publics. Ses résultats sont censés guider les efforts du gouvernement et de ses partenaires pour améliorer la qualité et la disponibilité des services publics sectoriels et réduire le niveau de la corruption au niveau national.

De par ses objectifs, l'enquête s'adresse à trois groupes cibles, à savoir : i)- les ménages, en tant qu'usagers de services publics, ii)- les entreprises, à la fois fournisseurs à l'Etat et usagers de services publics et iii)- les fonctionnaires et agents de l'Etat, en leur qualité de fournisseurs de services publics.

L'enquête est commanditée par la Banque Mondiale et sa réalisation a été confiée au groupement des bureaux d'études nationaux Tenmiya/BEAS. Une équipe du bureau de la Banque Mondiale à Washington est chargée de superviser les travaux de l'enquête, s'assurer du respect des normes scientifiques requises et apporter l'appui technique nécessaire.

L'enquête a commencé effectivement en avril 2008 par un atelier de finalisation des supports de collecte, regroupant l'équipe des experts nationaux en charge de l'enquête et ceux du bureau de la Banque à Washington. Depuis, plusieurs activités ont été réalisées dont, notamment, la collecte des données auprès des entreprises.

Le présent rapport, dit intérimaire, est organisé en deux sections. La première dresse un état d'avancement de l'ensemble des activités de l'enquête, tandis que la deuxième section présente un extrait des résultats sur le volet entreprise.

I ETAT D'AVANCEMENT :

La méthodologie appliquée est basée sur la réalisation de l'enquête en quatre étapes successives, à savoir : i)- étape préparatoire, ii)- collecte sur le terrain, iii)- traitement des données et iv)- analyse des résultats et rédaction du rapport. La dernière étape, portant sur l'analyse et la rédaction du rapport, n'étant pas encore entamée ; l'état d'avancement présenté ci-dessous porte sur les trois premières étapes.

1.1 Etape préparatoire :

L'étape préparatoire comprend un nombre d'activités préalables à la collecte de données proprement dite. Il s'agit, entre autres, de : i)- l'élaboration des documents techniques, ii)- la formation du personnel, iii)- l'enquête pilote et iv)- l'échantillonnage. La quasi-totalité de ces activités ont été réalisées. L'état d'avancement des activités préparatoires se présente comme suit :

1.1.1 Elaboration des documents techniques :

Il s'agit essentiellement des questionnaires, des fiches techniques et des manuels d'instructions.

Questionnaires : Ils constituent l'outil principal de la collecte de données auprès des populations cibles. Trois questionnaires ont été élaborés, à raison d'un questionnaire par groupe cible (les ménages, les entreprises et les fonctionnaires). Les questionnaires ont été élaborés par l'équipe de la Banque à Washington-DC et finalisés à Nouakchott lors d'un atelier regroupant l'équipe d'experts nationaux et deux experts de la Banque. Après leur validation par les services compétents de la Banque, les questionnaires ont été par la suite traduits de l'Anglais vers l'Arabe et le Français.

Fiches techniques : Elles sont utilisées comme des outils de contrôle de qualité et de suivi des travaux de terrain. Plusieurs fiches ont été conçues dans le cadre de cette enquête : 'fiche de dénombrement', 'fiche des rendez-vous' et 'fiche de circulation des supports'.

Manuels d'instructions : Pour chacun des trois volets de l'enquête ; un manuel d'instructions a été élaboré. Les manuels définissent les missions assignés à l'enquêteur et au contrôleur, le comportement général à suivre pendant la collecte, la méthode d'interview, le contrôle ainsi que les techniques de dénombrement, d'administration des questionnaires et de remplissage des fiches techniques. Pour garantir une meilleure compréhension de la part des enquêteurs, les manuels d'instructions ont été rédigés en Arabe et en Français.

1.1.2 Formation du personnel:

Les personnes impliquées dans la conduite de l'enquête ont toutes bénéficié de sessions de formations adéquates les préparant pour leurs missions respectives¹. Ainsi, le personnel chargé de la collecte a bénéficié d'un programme de formation à plusieurs niveaux : i)- formation des superviseurs ; organisée du 23 au 24 juin 2008 et dispensée par l'équipe d'experts nationaux; ii)- formation des enquêteurs du 25 au 27 juin et iii)- formation des contrôleurs le 28 juin. La formation des enquêteurs et des contrôleurs a été dispensée par les superviseurs, avec l'assistance de l'équipe d'experts nationaux et de la Banque. Aussi, après l'organisation de l'enquête pilote, un complément de formation a été organisé le 7 juillet ; portant sur les leçons apprises lors du pilote et un module spécifique sur le questionnaire fonctionnaires.

Au même titre, le personnel en charge de la vérification, de la codification et de la saisie ont eux aussi bénéficié d'une session de formation et de mise à niveau organisée du 10 au 14 août, dispensée par l'équipe d'experts nationaux.

¹ Des kits pour la formation ont été distribués à tous les participants. Chaque kit comprend des exemplaires des documents techniques en Arabe et en Français (le manuel d'instructions, les questionnaires, les fiches techniques et des copies de cartes de DR en milieux urbain et rural) en plus d'une chemise à rabat comprenant un bloc-notes et des stylos.

1.1.3 Enquête pilote :

Il s'agit d'une mini-enquête conduite sur un échantillon réduit et sélectionné suite à un choix raisonné. Elle vise à tester l'ensemble du dispositif méthodologique prévu avant le lancement de la collecte proprement dite. L'enquête pilote a été menée sur un échantillon de quatre Districts de Recensement² (DR) repartis entre trois sites : deux DR à Nouakchott la capitale administrative (DR 403 à El Minae et DR 451 à Dar Naim), le DR 002 dans la commune d'El Jeddida, située sur la route de Rosso (au sud de Nouakchott) et le DR 001 dans la Moughataa (Département) de Ouad Nagga, située sur la route d'El Emel (à l'Est de Nouakchott).

La collecte sur le terrain a été réalisée le 23 juin 2008. Cette activité comprend: 'la délimitation des DR', 'le dénombrement', 'l'administration des questionnaires', 'le remplissage des fiches techniques' et 'les tâches de contrôle et de supervision'. Elle s'est soldée par 422 ménages dénombrés et un nombre d'enquêtés de 47 ménages (soit 3,4% de l'échantillon global), 14 entreprises (3,5% de l'échantillon global) et 15 fonctionnaires (2,1%)³. Les questionnaires renseignés ont été par la suite vérifiés, codés et saisis sous un programme format SPSS, conformément à la méthodologie prévue.

Les principales conclusions tirées de l'exploitation de l'enquête pilote⁴, sont : i)- une collaboration jugée 'très satisfaisante' avec les équipes de l'enquête ; ii)- une durée moyenne d'administration d'un questionnaire estimée à 1h30 mn dans le site n° 1 (Nouakchott), 1h07 mn dans le site n°2 (El Jeddida) et 1h00 mn dans le site n°3 (Ouad Nagga) ; iii)- sur les 17 enquêteurs qui ont participé à l'enquête pilote, la performance d'un enquêteur a été jugée 'très faible', 2 'moyenne', 1 'bien', 12 'très biens' et 1 'excellente' ; deux contrôleurs jugés 'très bien' et un 'excellent' et les trois superviseurs notés 'excellent' ; iv)- 29 modifications proposées sur la version pilote du questionnaire ménages, 54 sur le questionnaire entreprises et 21 sur le questionnaire fonctionnaires et, enfin v)- les programmes de saisie se sont avérés performants pour le traitement des données des trois questionnaires.

1.1.4 Echantillonnage :

En application de la méthodologie proposée, le plan de sondage prévoit la sélection d'un échantillon de 1400 ménages, suite à un tirage aléatoire à deux degrés, 400 entreprises et 700 agents et fonctionnaires de l'Etat suite à un tirage aléatoire stratifié⁵. A la date de la rédaction de ce rapport, l'état d'avancement de l'échantillonnage par groupe cible se présente comme suit :

- **Les ménages** : premier degré de tirage effectué. En effet, 100 DR ont été sectionnés suite à un tirage aléatoire avec des probabilités proportionnelles à la taille ; la taille étant le nombre de ménages recensés dans le DR. La liste des DR issue du découpage de cartographie censitaire de 2000 a servi comme base de sondage pour ce premier degré.
- **Les entreprises** : 400 entreprises ont été tirées dans les deux principaux pôles économiques du pays, Nouakchott et Nouadhibou ; dont 226 du secteur formel et 174 du secteur informel.
- **Les fonctionnaires et agents de l'Etat** : la base de sondage, constituée du fichier du recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat de 2007, est disponible au Ministère de la Fonction Publique. Les consultants du groupement ne sont toujours pas autorisés par les services de la fonction publique à accéder au fichier pour procéder au tirage de l'échantillon.

² Issus du découpage cartographique du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2000.

³ La méthodologie prévoit pour l'enquête pilote un échantillon d'au moins 2% de l'échantillon global.

⁴ Voir le rapport de l'exploitation de l'enquête pilote (Réf : EDG08.T021).

⁵ Voir note technique sur l'échantillonnage (Réf : EDG08.T020).

1.2 Collecte des données :

Dans le calendrier initial de l'enquête, il était prévu la conduite de la collecte auprès des trois groupes cibles -les ménages, les entreprises et les fonctionnaires- simultanément entre juillet et août 2008. Cependant, et pour des raisons liées à la non disponibilité des bases de sondage pour les groupes 'ménages' et 'fonctionnaires' à temps, mais aussi à la situation politique du pays qui a prévalu après le 6 août 2008, seul le volet de la collecte concernant les entreprises a pu être organisé.

La collecte des données auprès des entreprises s'est déroulée concomitamment dans les deux villes de Nouakchott et Nouadhibou et ce, du 23 juillet au 10 août 2008. Au total 12 enquêteurs, 3 contrôleurs et 2 superviseurs ont mené la collecte auprès des 400 entreprises sélectionnés. Les enquêteurs étaient chargés de l'administration des questionnaires suite à une 'interview directe' avec les gérants des entreprises. Les contrôleurs, avaient comme missions 'd'identifier les entreprises' de l'échantillon, prendre des 'rendez-vous avec les gérants' pour les interviews et 'vérifier systématiquement l'ensemble des questionnaires renseignés'. Les deux superviseurs se voyaient confier chacun la responsabilité de la collecte dans l'une des deux villes. A ce titre, ils étaient chargés 'd'assurer les contacts avec les autorités locales', 'superviser le déroulement des opérations' sur le terrain et 'contrôler l'ensemble des questionnaires renseignés'.

Aussi, et tout au long de période de la collecte, des missions de contrôle inopinées ont été menées par l'équipe d'experts nationaux. Les missions ont permis de s'assurer du bon déroulement des travaux de terrain et surmonter certaines difficultés de routine rencontrées sur le terrain.

La collecte s'est soldée par 386 entreprises enquêtées, soit un taux de réponse de 96,5%. Par ville, on compte 294 entreprises enquêtées à Nouakchott et 92 à Nouadhibou.

1.3 Traitement des données:

Conformément à la méthodologie, chaque questionnaire renseigné a été codifié, vérifié et ensuite saisi sur un programme SPSS.

L'atelier de codification et vérification a commencé dès le retour des premiers questionnaires du terrain. Il s'est déroulé du 1^{er} au 21 août. Un groupe de 4 agents codificateurs et 1 superviseur a été chargé de cette tâche qui consistait à 'vérifier les questionnaires renseignés', 'porter des codes pour les modalités des questions fermées' et 'regrouper les modalités des questions ouvertes'. Les questionnaires vérifiés et codés ont été saisis par la suite saisis sur un programme SPSS⁶ comprenant 559 variables. Quatre agents de saisie et un contrôleur ont été chargés de cette activité qui a été organisée du 10 au 24 août. Après la saisie, des tests de cohérence ont été appliqués sur le fichier brut.

Le fichier de données apuré comprend au total 386 observations valides réparties comme suit :

Secteur	Nouadhibou	Nouakchott	Total
Transports	5	27	32
BTP	0	13	13
Autres secteurs formels	42	136	178
Informel Transports	16	27	43
Autres Informel	29	91	120
Total	92	294	386

Source : calculé

⁶ SPSS : Statistical Package for Social Sciences

III EXTRAIT DES RESULTATS :

L'enquête auprès des entreprises a collecté un sembler de données riches et variées sur quatre strates, à savoir : i)- le secteur des transports et ii)- celui des BTP, comme secteurs principaux visés par le diagnostic de la gouvernance et les strates iii)- autres secteurs formels et iv)- le secteur informel ; à titre de comparaison. Les exemples de résultats présentés dans cette section concernent les secteurs des transports et du BTP.

i- Profile des entreprises :

Les entreprises opérant dans les secteurs transports et du BTP sont dans leurs majorité de statut SA/SARL⁷ (66% dans le secteur des transports et 69% dans le BTP) et généralement récemment créées (50% dans le secteur des transports créées après le 1^{er} juin 1999 et 50% dans le BTP après le 1^{er} janvier 2001). La taille moyenne d'une entreprise dans les deux secteurs est estimée à 32 employés permanents.

ii- Environnement des affaires :

Les trois premiers facteurs identifiés comme étant ayant une influence « grave ou très grave » sur l'exploitation et le développement des affaires pour les entreprises du secteur des transports sont par ordre d'importance : 'l'augmentation des prix' (déclarés par 100% des entreprises), 'la demande insuffisante ou instable' (85%) et 'l'instabilité politique' (77%) ; tandis que pour les entreprises dans les BTP les facteurs sont : 'l'augmentation de prix' (100%), 'le coût très élevé des services de transport' et 'le coût de la main d'œuvre qualifiée' (92% chacun).

iii- Honnêteté des institutions :

Les entreprises interviewées ont été demandées d'évaluer, de par leur expérience, le degré d'honnêteté des 43 principales institutions de l'Etat. Pour les entreprises opérant dans le secteur des transports, les dix premières institutions qu'elles considèrent 'malhonnêtes / peu malhonnêtes' sont par ordre : 'la Police de la circulation' (par 56,3% des entreprises), 'la SNDE'⁸ (54,8%), 'la SOMELEC'⁹, 'les Hôpitaux/ Médecins / Centres de Santé Publics', 'les Impôts et les Douanes' (chacune 53,1%), 'les Tribunaux' (46,9%), 'le Ministère de l'Intérieur' (43,8%), 'les partis politiques' (40,6%), et 'l'ENER'¹⁰ (38,7%). Les entreprises opérant dans le BTP semblent être plus sévères dans leur jugement. Elles considèrent comme 'malhonnêtes / peu malhonnêtes' : 'la SOMELEC', 'les Hôpitaux/ Médecins / Centres de Santé Publics' et 'les Unions des Transporteurs' (chacune à 84,6%), 'la Police de la circulation' (83,3%), 'les Douanes', 'les Impôts', 'le Ministère de la Santé', 'les Mairies', 'la SONIMEX (Société Nationale d'Imports et d'Exports)' et 'la CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Médicale)' (chacune 76,9%).

iv- Effets négatifs de la corruption sur l'environnement des affaires :

La moitié des entreprises dans le secteur des transports considèrent « les Pots-de-vin » aux 'fonctionnaires afin de s'assurer des décisions favorables' et ceux 'aux conseils municipaux afin de favoriser des intérêts privés' comme ayant un « effet significatif / très significatif », et 44% portent le même jugement sur 'les Pots-de-vin' aux 'autorités judiciaires afin de détourner les jugements au profit d'intérêts privés'. Dans le secteur des BTP, les trois types de pots-de-vin jugés ayant un effet « significatif/très significatif » sont respectivement ceux donnés au 'aux fonctionnaires afin de s'assurer des décisions favorables', ceux aux 'commissions spéciales de régulations afin de favoriser certains intérêts privés' (54% chacun) et enfin ceux destinés 'aux conseils municipaux afin de favoriser des intérêts privés' (46%).

⁷ SA/SARL : Société Anonyme / Société Anonyme à Responsabilité Limitée.

⁸ SNDE : Société Nationale d'Eau.

⁹ SOMELEC : Société Mauritanienne d'Electricité.

¹⁰ ENER : Etablissement National d'Entretien des Routes.

v- Corruptions sur les principales routes nationales :

Un gérant dans le secteur des transports voyageant sur l'une des principales routes nationales est arrêté en moyenne et par voyage 2,9 fois par la police, 2 fois par la gendarmerie et 1,2 fois par la douane. Dans 62% des cas, le chauffeur du véhicule est demandé 'de payer' par les policiers, 14% par les gendarmes et 41% des cas par les douaniers. La situation est quasi similaire dans le secteur des BTP où ; les gérants déclarent en moyenne et par voyage être arrêtés 2,9 fois par la police, 2,2 fois par la gendarmerie et la douane et, dans 47% des cas les policiers ont demandé au chauffeur 'de payer' contre 7% des cas pour les gendarmes et 28% pour les douaniers.

vi- Crédibilité des Institutions :

Sur la question de la crédibilité des Institutions, les entreprises dans le secteur des transports considèrent « pas crédible du tout ou faiblement crédible » à plus d'un tiers des cas : 'le parlement' à 33% des cas, 'le Gouvernement dans son ensemble' à 39%, 'la population' à 40%, 'la société civile' à 42%, ou encore 'la police' à 68% des cas. Dans le secteur des BTP on considère « pas crédible du tout ou faiblement crédible » 'les Associations professionnelles (experts comptables, avocats...)' par 50% des entreprises, 'les ONG', 'les entreprises privées' et 'la police' (à 54% des cas) et 'les partis politiques' pour 62% des entreprises.

Annexes :

Annexe 1 : Questionnaires entreprises _ version français.

Annexe 2 : Note technique sur l'échantillonnage.

Annexe 3 : Résultats non commentés de l'enquête entreprises

Annexe 4 : User-Producer maps- Mauritanie